



Éditorial

Nadia CHETTAB

Docteur d'Etat en sciences économiques,
Professeure chercheuse en économie à l'Université Badji Mokhtar de Annaba (Algérie),

Avec la coopération de **Denis DHYVERT**, rédacteur en chef adjoint

Cette revue consacrée à l'analyse de la relation Numérique et territoire est une nouvelle manifestation du grand intérêt que les chercheurs, acteurs économiques et institutionnels – en particulier ceux investis directement ou indirectement dans les problématiques du développement local et de la gouvernance – portent au volet numérique dans le développement des activités économiques et sociales dans un espace donné. Tout en traitant du territoire, les titres des articles successifs de cette revue traitent de nombreux concepts liés au numérique : réseaux collaboratifs, communs numériques, digitalisation, tiers lieux d'innovation, industrie 4.0, e-commerce, e-comptabilité, e-tourisme, etc. Cette liste de nouveaux paradigmes suffirait à rendre compte de la richesse et de la diversité de la relation « Numérique et Territoire ».

De nombreux travaux et publications récents se situent déjà dans le champ d'analyse qui s'est construit au croisement de l'économie du développement spatial et de l'économie numérique et témoignent de la richesse de la production scientifique dans ce domaine. L'arrivée de ces technologies « disruptives » a posé de nouveaux défis, particulièrement au secteur industriel : transformation des « ateliers de production », redistribution des fonctions, redéfinition des compétences et reconversion du rôle des entreprises. Ces nouvelles découvertes technologiques ont rendu rapidement redondants les processus, les méthodes de production, les compétences et les marchés des entreprises.

Ces auteurs font la démonstration que le numérique est une lame de fond qui affecte d'une façon transversale la structure sociale et l'ensemble des secteurs de l'économie : (i) l'organisation et le fonctionnement traditionnels des territoires et des collectivités territoriales s'en trouvent bouleversés du fait d'un décloisonnement des barrières et d'une remise en cause des « silos » organisationnels, (ii) les pratiques de production traditionnelles sont redéfinies par l'injection de l'innovation et de la créativité grâce à l'introduction de machines numériques de production et (iii) l'introduction de nouvelles formes dans l'échange du savoir, qui ouvre le champ à des opportunités de développement plus vastes basées sur la collaboration et le partage ainsi que l'apparition de nouveaux comportements. Le numérique s'affirme être plus qu'une filière économique, il est un cadre d'émergence d'un modèle institutionnel et socio-économique en grande partie inédit.

Dans ce contexte les champs de l'action publique en matière numérique se sont trouvés élargis aux projets de développement de services et de nouveaux usages et de développement territorial. L'intégration du numérique dans le fonctionnement et les activités du territoire induit une organisation nouvelle des rapports économiques et sociaux ouvrant, ainsi, la voie à une autre logique de développement qui se veut différente sinon contraire à l'ancien paradigme du développement. Ce dernier, longtemps impulsé de l'extérieur visait la mutation des activités d'un secteur à un autre dans une perspective de transformation structurelle de long terme. Aujourd'hui, le développement se base sur une logique qui part du territoire local, plus précisément des systèmes économiques et sociaux territoriaux, de leur aptitude à susciter des initiatives locales, à générer un tissu de nouvelles entreprises et à mettre en œuvre une dynamique territoriale de l'innovation.

Avec cette révolution technologique qui « balaie le monde », le développement économique est devenu synonyme de « reconversion » des entreprises et d'upgrading du territoire pour un déplacement de la production depuis les maillons à faible valeur ajoutée vers les maillons à plus forte valeur ajoutée. Chaque pays, chaque région et chaque territoire prépare ses propres réponses en fonction de sa situation et de ses besoins spécifiques pour assurer l'absorption du numérique par les acteurs du développement du territoire et détermine le rendement social de son Territoire.

La question qui est, alors, posée est celle de savoir quelles sont les formes adéquates d'organisation territoriale qui concourent à la recomposition des activités productives pour un développement plus inclusif et durable. Le déplacement des ressorts du développement à l'intérieur même des territoires invite à s'interroger sur la capacité des acteurs locaux à territorialiser les politiques publiques.

L'enjeu de développement devient donc le dépassement des clivages traditionnels qui paraissent déstabilisés et de construire les bases d'une autre manière qui reconnaît l'espace comme élément constitutif de mécanismes économiques et sur les modes d'intervention de l'Etat qui dépassent le cadre classique lié aux relations et aux régulations des entreprises et du marché.

Il est clair que le territoire n'est plus un simple espace de localisation de facteurs de production et d'institutions décidés en haut de la pyramide institutionnelle. Il est, désormais, une source spécifique dont la construction est confiée aux acteurs locaux et c'est en cela qu'il constitue un élément déterminant du processus de changement, c'est-à-dire de transformation structurelle. Il forme le cadre socioéconomique adéquat capable d'assurer l'émergence d'un processus de développement auto-entretenu où les facteurs territoriaux se combinent à d'autres facteurs (nationaux et/ou internationaux) pour créer des conditions favorables à l'émergence d'un système de production local basé sur des dynamiques d'innovation auto reproductives qui viendraient asseoir le changement des activités productives.

Dans cette optique de croissance inclusive, le développement repose sur la capacité endogène des territoires à innover localement et par eux-mêmes, grâce aux réseaux numériques qui donnent la capacité aux citoyens de repousser la frontière de la connaissance par le partage des savoirs et savoir-faire. Des faisceaux de relations extérieures, relations de marché mais aussi relations hors marché, s'inscrivent, alors, dans un cadre local territorialisé et ouvert. Les communautés scientifiques et numériques locales peuvent, ainsi, s'engager dans un ensemble de relations qui ne se limite plus aux limites d'un espace local voire national, mais qui prend, à travers des processus de réseaux collaboratifs, une dimension inter territoires nationaux et internationaux et, en définitive, globale.

La combinaison de ces 2 types de réseaux qui relie les forces de la connaissance dans le monde tout en se nourrissant dans l'espace territorial dans lequel elles naissent et se développent va permettre l'émergence de dynamiques locales qui puisent dans la ressource humaine locale et utilisent les moyens disponibles pour s'adapter à la complexité et à la globalisation technologique des marchés. Il est entendu que la globalisation technologique ne se fait pas au détriment des spécificités de chaque lieu mais au contraire s'en nourrit tout en les enrichissant.

L'acquisition et la capitalisation de ces nouveaux savoirs permettent le développement de nouveaux produits, services ou domaines d'activités faisant appel à de nouveaux modes d'intervention des pouvoirs publics qui ne se limitent plus aux leviers et dispositifs traditionnels et subventions directes. Le territoire local devient alors un espace collectif dans lequel la socialisation, la combinaison, la conversion et l'absorption des connaissances sont fondamentales. L'enrichissement du territoire de savoirs « utiles » (savoirs codifiés) puis l'adoption d'une « logique de système à base territoriale » capable de canaliser les comportements individuels et collectifs apporte des réponses favorables à la reproduction et au développement de processus d'innovation à partir des ressorts internes.

Ainsi le numérique, à travers la création de réseaux collaboratifs locaux-internationaux et le maillage du territoire par des tiers lieux d'innovation, transforme le territoire en un centre de productivité et de croissance contribuant d'une manière puissante à la compétitivité du pays. Le rôle des pouvoirs publics se trouve, donc, totalement modifié. Les modes d'intervention des pouvoirs

publics se recentrent, à la fois, sur la construction d'« espaces publics d'innovation collaborative » comme « Hubs » d'acquisition, d'appropriation et de transfert de savoirs et savoir-faire et sur la création de « relais de e-service publics » sur les territoires pour renforcer les alliances d'acteurs autour de projets concrets.

Ce changement de paradigme introduit un modèle économique où la compétitivité ne repose plus sur l'innovation au sens classique mais sur « l'innovation collaborative » promue et portée par les réseaux locaux-internationaux faite des tiers lieux qu'abrite un territoire, point d'ancrage à l'articulation externe des espaces locaux. A une échelle plus large, la numérisation du territoire national qui permet la valorisation des ressources tant matérielles qu'immatérielles de ce dernier repose sur trois piliers essentiels : le maillage du territoire national de tiers lieux d'innovation de dernière génération pour l'émergence de flux de connaissances en relation avec les spécificités du territoire local, l'ancrage sur les régions les plus éloignées d'espaces de e-service public pour la concrétisation de projets territoriaux et, enfin, la construction d'un écosystème numérique local pour chaque territoire afin d'optimiser la croissance tirée par le numérique.

C'est sans doute ainsi qu'il est possible d'entendre le dépassement du paradoxe apparent entre la globalisation technologique, d'une part, et le regain de la dimension locale dans le développement économique et social, d'autre part. Et ce dépassement suppose une rupture avec l'approche traditionnelle qui postule l'existence d'une continuité du local à l'international dont le champ de structuration est le cadre national.

La présente revue s'impose par l'ambition et la richesse des contributions qui la composent. Concernant l'ambition, celle-ci cherche à porter un regard croisé sur les questions du développement des territoires qui restent dominées par une approche traditionnelle fondée sur la problématique de « bonne gouvernance ». C'est, en fait, assez récemment que la dimension numérique a pris une place plus importante dans l'analyse du développement du territoire.

Cet ouvrage collectif, rassemblant différentes interventions faites lors des 4èmes Rencontres du CEDITER, organisées conjointement les 17 et 18 novembre 2020 avec l'Université Badji Mokhtar d'Annaba (Algérie), s'inscrit dans les débats actuels concernant le problème du développement et prolonge dans une certaine mesure les travaux sur la place de l'innovation et de la gouvernance dans la croissance. La diversité des axes de recherche développés met en relief la portée du numérique en tant que nouvelle technologie disruptive, au regain d'intérêt pour le territoire et son rôle grandissant, à travers le numérique, comme levier stratégique de développement économique et social. Ce dont il est question, c'est la mise en évidence des technologies nouvelles et de la gouvernance comme facteurs décisifs dans la dynamique de croissance de l'économie. Chaque article a pour objectif de présenter les avancées les plus récentes dans les domaines de la recherche se situant au confluent de l'économie de développement et de l'économie numérique. Par leur diversité et l'étendue des apports, ces articles témoignent bien de l'existence et de l'ouverture d'un champ de recherche nouveau.

La rédaction de cet ouvrage a coïncidé avec l'avènement de la pandémie du Covid 19 (1er trimestre 2020), période au cours de laquelle l'intérêt pour le champ de réflexion de base de cet ouvrage n'a cessé de grandir. L'intensification du travail à distance, la multiplication des opérations de vente en ligne et du e-commerce ont été source de révisions incessantes des textes. Il y a, encore et heureusement, comme dans toute pensée émergente, des incertitudes, des concepts et des principes sans doute à mieux expliciter, des formulations à améliorer et à généraliser. Dans sa forme finale, le présent ouvrage consolide 13 textes qui représentent, certes, des avancées significatives mais qui se trouvent encore en pleine évolution.

L'ouvrage s'ouvre par diverses réflexions relatives au développement des télécommunications et à leur impact sur la croissance économique algérienne (Jugurta AKKOUL, Chabane BIA et Abdelhakim MOUSSAOUI) au poids de l'économie virtuelle dans un pays en voie de développement tel que la Tunisie (Fathy BOULIFA, et Sarra KEBLOUTI), au secteur quaternaire en Tunisie, avec un éclairage sur l'essor des services postindustriels et leur dépendance de l'extérieur (Fathy BOULIFA).

Le second thème des Rencontres, centré sur les problématiques de la gouvernance et des politiques développées à l'échelle des territoires pour promouvoir un écosystème favorable au numérique a permis de s'interroger sur l'accessibilité de la technologie et la numérisation à tous, avec quelques réflexions sur l'écart numérique et socio-économique dans les contextes territoriaux (Rosalina GRUMO), aux évolutions nécessaires de la fiscalité en regard de la croissance du commerce électronique en Algérie à l'ère du numérique (Ali BOUSNOBRA), sur le lien entre politiques publiques et aménagement numérique du territoire en Algérie (Abdelhakim MOUSSAOUI, Jugurta AKKOUL), sur le rôle de l'université algérienne face à l'accompagnement de l'entreprise à l'ère du numérique (Arezki ASMANI, Hakima SOUKI) et sur l'inaccessible arrimage des collectivités territoriales des pays en développement au train numérique (Cas du Cameroun, Jean-Charles SIDA).

La troisième demi-journée avait pour thème la digitalisation des entreprises. Elle a été ouverte par une réflexion prospective sur les enjeux humains et territoriaux dans le cadre évolutif de leur organisation (Denis DHYVERT), la question de l'individu au cœur de la transformation numérique dans l'entreprise algérienne (Dr. NOUAR Faouzi) a également été abordée et la présentation du nouvel écosystème comptable numérique en Roumanie (remodélisation du profil du professionnel comptable, Prof. Univ Dr. Nicoleta FARCANE, Dr. Delia DELIU) a permis d'élargir les échanges à d'autres territoires.

Les échanges sur les espaces d'innovation de types nouveaux (FabLabs, Marckerspace, etc...) et sur la spécialisation éventuelle des territoires ont constitué le thème de la dernière partie de ces Rencontres. Ils ont été ouverts par une présentation du mouvement des communs, qui proposent un monde au-delà du marché et de l'Etat (Nadia CHETTAB). Ce dernier thème a également été illustré par une réflexion sur l'impact de l'usage des réseaux sociaux dans l'événementiel à l'ère du numérique sur le développement territorial en Kabylie (Bélaid ABRIKA).

D'autres interventions faites n'ont pas été collectées dans ce numéro des Cahiers du CEDIMES. Toutefois, les supports de présentation de certaines d'entre elles seront prochainement disponibles sur le site du CEDITER (www.cediter.eu) à la page dédiée à ces Rencontres.

Par ailleurs, l'approche territoriale continue à faire l'objet d'une réflexion active de la part du CEDITER, dont les prochaines Rencontres se dérouleront en décembre prochain, à Bari (Italie), sur le thème des « nouveaux points cardinaux : orientations et défis d'un monde en devenir ».